

Considérant qu'il est impératif d'exécuter d'urgence le décret du 13 juillet 1994, étant donné que celui-ci constitue une des bases du budget 1995 de la Région flamande et doit être mis en oeuvre partiellement le 1er janvier 1995;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Energie, de la Politique scientifique et des Relations extérieures et du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Arrête :

Article 1er. La dette de GIMVINDUS société anonyme envers la Région flamande telle que visée à l'article 98 du décret du 21 décembre 1990 contenant des dispositions budgétaires techniques ainsi que des dispositions accompagnant le budget 1991, modifié par l'article 4 du décret du 18 décembre 1992 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1993, est réduite et fixée à 11 306 638 454 F. Elle est sans intérêts, subordonnée et remboursable selon les modalités fixées par voie de convention entre la Région flamande et GIMVINDUS société anonyme.

La réduction de la dette découle :

1° de la dette de la Région flamande envers GIMVINDUS pour l'acquisition des participations dans la société anonyme MIJNEN en vertu de l'article 3 du décret du 13 juillet 1994 portant restructuration du GIMV, de GIMVINDUS, du VHM, de MIJNEN et du LIM et institution du Limburgfonds et du groupe de travail permanent "Limburg", au prix de 10 329 000 000 F;

2° de la mission de financement du Limburgfonds confiée à GIMVINDUS en vertu des articles 4, 10, § 4, et 23, § 1er, du décret susvisé du 13 juillet 1994, à concurrence de 10 030 000 000 F.

Art. 2. La garantie de la Région est accordée aux emprunts contractés par GIMVINDUS dans le cadre de sa mission spéciale de financement du Limburgfonds et dont les modalités ont été approuvées préalablement par le Ministre flamand chargé de la politique économique et par le Ministre flamand chargé des finances, à concurrence d'un montant total en capital de 8 milliards de francs.

Cette garantie de la Région présente en outre les caractéristiques suivantes :

Elle couvre les intérêts à concurrence du rendement d'obligations linéaires à cinq ans et fixés chaque fois où le taux d'intérêt du crédit emprunté est fixé ou modifié.

La garantie est solidaire et peut être réalisée dès que GIMVINDUS S.A. ne peut honorer, par ses liquidités, quelque dette découlant du crédit susmentionné.

La dette de GIMVINDUS S.A. envers la Région flamande à la suite de la réalisation de la garantie de la Région sera subordonnée et remboursable selon les modalités fixées par voie de convention entre la Région flamande et GIMVINDUS S.A.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 décembre 1994.

Art. 4. Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures et le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
et Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Energie, de la Politique scientifique et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 810

10 JANVIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1981 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, modifié le 24 octobre 1989, le 29 juin 1990, le 19 mars 1991, le 21 octobre 1993 et le 4 novembre 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 février 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois du 9 août 1980, du 18 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures prévues dans le présent arrêté en matière de conditions de travail et rémunération du personnel des services subventionnés doivent être appliquées immédiatement avec effets rétroactifs en 1993;

Sur proposition du Ministre qui à l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 10 janvier 1994;

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la rubrique « Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel » de l'annexe 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, le 1^{er} alinéa du point 1^o est complété comme suit : « Pour les conventions collectives de travail sectorielles conclues à partir du 1^{er} janvier 1993, les avantages complémentaires sont pris en considération sous réserve d'accord du Ministre. »

Art. 2. Dans la même rubrique citée à l'article précédent, l'échelle barémique de rémunération indiquée au point 5^o c) est remplacée par le barème suivant :
au 1^{er} novembre 1993 :

707 108	—	1 070 426
3/1	×	10 689
1/2	×	10 689
1/2	×	14 246
2/2	×	28 493
10/2	×	24 933

Art. 3. Dans la même rubrique citée à l'article précédent, le point 9^o est complété par l'alinéa suivant : « A partir du 1^{er} juillet 1993, le montant de l'allocation susmentionnée est fixé à 22 524 francs pour toutes les catégories de personnel; le montant est ultérieurement indexable, il ne fait pas partie intégrante de la rémunération pour le calcul de l'allocation de fin d'année. »

Art. 4. A l'annexe 5 du même arrêté précité, les échelles barémiques de rémunérations sont remplacées par les suivantes :

— au point A.1 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

591 351	—	929 736
3/1	×	10 689
1/2	×	10 689
1/2	×	14 246
2/2	×	28 493
9/2	×	24 933

— au point A.2 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

541 487	—	683 901
3/1	×	10 688
1/2	×	10 688
7/2	×	14 246

— au point A.3 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

541 487	—	749 855
3/1	×	8 905
4/2	×	10 688
8/2	×	14 246
1/2	×	24 933

— au point A.4 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

520 115	—	733 819
3/1	×	10 688
1/2	×	10 688
12/2	×	14 246

— au point A.5 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

504 990	—	683 963
3/1	×	5 595
2/2	×	7 775
1/2	×	10 054
2/2	×	11 424
8/2	×	14 217

— au point A.6 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

676 835	—	1 015 220
3/1	×	10 689
1/2	×	10 689
1/2	×	14 246
2/2	×	28 493
9/2	×	24 933

— au point B.1 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

621 032 — 1 070 419

3/1 × 12 464
2/2 × 21 372
1/2 × 103 293
3/2 × 21 372
1/1 × 21 372
1/1 × 73 610
5/2 × 21 372

— au point B.2 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

573 542 — 936 260

3/1 × 10 689
1/2 × 10 689
1/2 × 14 246
1/2 × 91 996
10/2 × 21 372

— au point B.3 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

822 867 — 1 280 576

3/1 × 24 933
10/2 × 38 291

— au point B.4 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

1 018 768 — 1 529 887

3/1 × 24 933
10/2 × 43 632

— au point B.5 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1991 :

1 357 137 — 1 944 856

11/2 × 53 429

— au point C.1 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

504 990 — 658 078

3/1 × 5 595
5/2 × 7 775
6/2 × 10 665
2/2 × 16 749

— au point C.2 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

504 990 — 658 078

3/1 × 5 595
5/2 × 7 775
6/2 × 10 665
2/2 × 16 749

— au point C.3 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

513 753 — 840 690

3/1 × 10 689
2/2 × 10 303
7/2 × 24 933
1/2 × 24 934
3/2 × 24 933

— au point C.4 :

Barème :
au 1^{er} novembre 1993 :

591 351 — 929 736

3/1 × 10 689
1/2 × 10 689
1/2 × 14 246
2/2 × 28 493
9/2 × 24 933

— au point D :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

492 791 — 582 992
 3/1 × 6 479
 2/2 × 4 577
 10/2 × 6 181

— au point E.1 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

822 867 — 1 280 576
 3/1 × 24 933
 10/2 × 38 291

— au point E.2 :

Barème :

au 1^{er} novembre 1993 :

822 867 — 1 280 576
 3/1 × 24 933
 10/2 × 38 291

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :
 au 1^{er} novembre 1993 :

894 104 — 1 390 104
 3/1 × 24 933
 11/2 × 38 291

— au point E.3 :

Barème A :

au 1^{er} novembre 1993 :

822 867 — 1 280 576
 3/1 × 24 933
 10/2 × 38 291

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :
 au 1^{er} novembre 1993 :

894 104 — 1 390 104
 3/1 × 24 933
 11/2 × 38 291

— au point E.4 :

Barème A :

Au 1^{er} novembre 1993 :

894 104 — 1 390 104
 3/1 × 24 933
 11/2 × 38 291

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :
 au 1^{er} novembre 1993 :

1 104 248 — 1 691 967
 11/2 × 53 429

Art. 5. A l'avant dernier alinéa de l'annexe 5 de l'arrêté précité, le montant devient 498 380 F au 1^{er} novembre 1993.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1993 en ce qui concerne son article 1^{er}, le 1^{er} juillet 1993 en ce qui concerne son article 3 et à partir du 1^{er} novembre 1993 en ce qui concerne ses articles 2 et 4.

Art. 7. Le Ministre qui à l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Bruxelles, le 10 janvier 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 810

10 JANUARI 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugd-bescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake jeugdbijstand;

Gelet op het koninklijk besluit n^o 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gewijzigd op 24 oktober 1989, 29 juni 1990, 19 maart 1991, 21 oktober 1993 en 4 november 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 februari 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de in dit besluit voorziene maatregelen inzake werkvoorwaarden en bezoldiging van het personeel van de betoelaagde diensten onmiddellijk en met terugwerkende kracht in 1993 dienen toegepast te worden;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbijstand behoort;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 10 januari 1994 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de rubriek « Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten » van bijlage 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, wordt het eerste lid van punt 1° aangevuld als volgt : « voor de sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten vanaf 1 januari 1993, worden de aanvullende voordelen in aanmerking genomen onder voorbehoud van het akkoord van de Minister ».

Art. 2. In dezelfde in voornoemd artikel vermelde rubriek wordt de in punt 5° c) vermelde bezoldigingschaal vervangen door het volgende barema :

op 1 november 1993 :

707 108	—	1 070 426
3/1	×	10 689
1/2	×	10 689
1/2	×	14 246
2/2	×	28 493
10/2	×	24 933

Art. 3. In dezelfde in voornoemd artikel vermelde rubriek wordt punt 9° met het volgende lid aangevuld :
 • Vanaf 1 juli 1993, wordt het bedrag van de bovenvermelde toelage op 22 524 vastgesteld voor alle personeelscategorieën; het bedrag is vervolgens indexeerbaar; het maakt geen deel uit van de bezoldiging voor de berekening van de eindejaarspremie. »

Art. 4. In bijlage 5 van hetzelfde voormelde besluit worden de bezoldigingschalen vervangen door de volgende :

— in punt A.1. :

Barema :

op 1 november 1993 :

591 351	—	929 736
3/1	×	10 689
1/2	×	10 689
1/2	×	14 246
2/2	×	28 493
9/2	×	24 933

— in punt A.2 :

Barema :

op 1 november 1993 :

541 487	—	683 961
3/1	×	10 688
1/2	×	10 688
7/2	×	14 246

— in punt A.3 :

Barema :

op 1 november 1993 :

541 487	—	749 855
3/1	×	8 905
4/2	×	10 688
8/2	×	14 246
1/2	×	24 933

— in punt A.4 :

Barema :

op 1 november 1993 :

520 115	—	733 819
3/1	×	10 688
1/2	×	10 688
12/2	×	14 246

-- in punt A.5 :

Barema :

op 1 november 1993 :

504 990 -- 683 963

3/1 x 5 595

2/2 x 7 775

1/2 x 10 054

2/2 x 11 424

8/2 x 14 217

-- in punt A.6 :

Barema :

op 1 november 1993 :

676 835 -- 1 015 220

3/1 x 10 689

1/2 x 10 689

1/2 x 14 246

2/2 x 28 493

9/2 x 24 933

-- in punt B.1 :

Barema :

op 1 november 1993 :

821 032 -- 1 070 419

3/1 x 12 464

2/2 x 21 372

1/2 x 103 293

3/2 x 21 372

1/1 x 21 372

1/1 x 73 610

5/2 x 21 372

-- in punt B.2 :

Barema :

op 1 november 1993 :

573 542 -- 936 260

3/1 x 10 689

1/2 x 10 689

1/2 x 14 246

1/2 x 91 996

10/2 x 21 372

-- in punt B.3 :

Barema :

op 1 november 1993 :

822 867 -- 1 280 576

3/1 x 24 933

10/2 x 38 291

-- in punt B.4 :

Barema :

op 1 november 1993 :

1 018 768 -- 1 529 887

3/1 x 24 933

10/2 x 43 632

-- in punt B.5 :

Barema :

op 1 november 1993 :

1 357 137 -- 1 944 856

11/2 x 53 429

-- in punt C.1 :

Barema :

op 1 november 1993 :

504 990 -- 658 078

3/1 x 5 595

5/2 x 7 775

6/2 x 10 665

2/2 x 16 749

-- in punt C.2 :

Barema :

op 1 november 1993 :

504 990 -- 658 078

3/1 x 5 595

5/2 x 7 775

6/2 x 10 665

2/2 x 16 749

— in punt C.3 :

Barema :

op 1 november 1993 :

513 753 — 840 890

3/1 × 10 689

2/2 × 10 303

7/2 × 24 933

1/2 × 24 934

3/2 × 24 933

— in punt C.4 :

Barema :

op 1 november 1993 :

591 351 — 929 736

3/1 × 10 689

1/2 × 10 689

1/2 × 14 246

2/2 × 28 493

9/2 × 24 933

— in punt D :

Barema :

op 1 november 1993 :

492 791 — 582 992

3/1 × 6 479

2/2 × 4 577

10/2 × 6 161

— in punt E.1 :

Barema :

op 1 november 1993 :

822 867 — 1 280 576

3/1 × 24 933

10/2 × 38 291

— in punt E.2 :

Barema :

op 1 november 1993 :

822 867 — 1 280 576

3/1 × 24 933

10/2 × 38 291

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

op 1 november 1993 :

894 104 — 1 390 104

3/1 × 24 933

11/2 × 38 291

— in punt E.3 :

Barema A :

op 1 november 1993 :

822 867 — 1 280 576

3/1 × 24 933

10/2 × 38 291

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

op 1 november 1993 :

894 104 — 1 390 104

3/1 × 24 933

11/2 × 38 291

— in punt E.4 :

Barema A :

op 1 augustus 1993 :

894 104 — 1 390 104

3/1 × 24 933

11/2 × 38 291

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

op 1 november 1993 :

1 104 248 — 1 691 967

11/2 × 53 429

Art. 5. In het voorlaatste lid van bijlage 5 van het voormelde besluit, wordt het bedrag vastgesteld op 498 380 F op 1 november 1993.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993 wat artikel 1 betreft, met ingang van 1 juli 1993 wat artikel 3 betreft en met ingang van 1 november 1993 wat zijn artikelen 2 en 4 betreft.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbijstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 januari 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbijstand behoort,

M. LEBRUN

F. 95 — 811

10 JANVIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, modifié le 29 juin 1990, le 20 octobre 1993, et le 3 novembre 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 février 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures prévues dans le présent arrêté en matière de conditions de travail et rémunération du personnel des services subventionnés doivent être appliquées immédiatement avec effets rétroactifs en 1993;

Sur proposition du Ministre qui à l'Aide de la Jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 10 janvier 1994,

Arrête :

Article 1^{er}. Au point I de l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse, les échelles barémiques de rémunération sont remplacées par les échelles suivantes :

— au point I.A.1 :

Barème :

au 1.11.1993 : 591 351 — 929 736
 $3/1 \times 10\ 689$
 $1/2 \times 10\ 689$
 $1/2 \times 14\ 246$
 $2/2 \times 28\ 493$
 $9/2 \times 24\ 933$

— au point I.A.2 :

Barème :

au 1.11.1993 : 541 487 — 683 961
 $3/1 \times 10\ 688$
 $1/2 \times 10\ 688$
 $7/2 \times 14\ 246$

— au point I.A.3 :

Barème :

au 1.11.1993 : 541 487 — 749 855
 $3/1 \times 8\ 905$
 $4/2 \times 10\ 688$
 $8/2 \times 14\ 246$
 $1/2 \times 24\ 933$

— au point I.A.4 :

Barème :

au 1.11.1993 : 520 115 — 733 819
 $3/1 \times 10\ 688$
 $1/2 \times 10\ 688$
 $12/2 \times 14\ 246$

— au point I.A.5 :

Barème :

au 1.11.1993 : 504 990 — 683 963
 $3/1 \times 5\ 595$
 $2/2 \times 7\ 775$
 $1/2 \times 10\ 054$
 $2/2 \times 11\ 424$
 $8/2 \times 14\ 217$